Afrique du Sud : "le mea culpa de Zuma"

@rib News, 01/04/2016 â€“Source Reuters Le prÃ©sident sud-africain Jacob Zuma, mis en cause pour avoir effectuÃ© des travaux avec des fonds publics dans sa rÃ©sidence privÃ©e de Nkandla, au KwaZulu-Natal, a clamÃ© sa bonne foi lors d'une allocution tÃ©lÃ©visÃ©e vendredi soir. Il a affirmÃ© qu'il rembourserait une partie des sommes engagÃ©es, comme l'a exigÃ© jeudi la Cour constitutionnelle, et a prÃ©sentÃ© des excuses pour "le malaise et la confusion" suscitÃ©s par cette affaire.

La Cour constitutionnelle sud-africaine a ordonnÃ© Ã Jacob Zuma de rembourser une partie de la somme totale (l'Ã©quivalent de 14 millions d'euros) dÃ©pensÃ©e pour sa rÃ©sidence privÃ©e de Nkandla. La dÃ©cision a Ã©tÃ© rendue Ã l'unanimitÃ© des onze juges, qui ont estimÃ© que le prÃ©sident n'avait pas respectÃ© la Constitution. En 2014, une commission anti-corruption a Ã©tabli que le prÃ©sident Zuma avait utilisÃ© de l'argent public pour doter sa propriÃ©tÃ© d'une piscine, d'un centre pour visiteurs, d'un enclos pour le bÃ©tail et d'un poulailler. Le TrÃ©sor doit dÃ©terminer d'ici deux mois le "coÃ»t raisonnable" de ces travaux sans rapport avec la sÃ©curitÃ© des lieux. Jacob Zuma aura ensuite quarante-cinq jours pour rembourser. Lors de son intervention tÃ©lÃ©visÃ©e, le prÃ©sident a affirmÃ© que ses tergiversations et ses premiÃ¨res rÃ©ponses au rapport rÃ©digÃ© il y a deux ans par la mÃ©diatrice de la RÃ©publique Thuli Madonsela, lui ordonna un remboursement partiel, Ã©taient dues Ã de "mauvais conseils juridiques" et qu'il avait toujours Ã©tÃ© "de bonne foi". "Je veux souligner que je n'ai jamais cherchÃ© dÃ©libÃ©rÃ©ment ou consciemment Ã violer la Constitution", a-t-il dit. L'opposition qui demande la dÃ©mission du prÃ©sident Ã¢gÃ© de 73 ans, n'a pas Ã©tÃ© convaincue par ses dÃ©clarations. "Le prÃ©sident cherche Ã tromper l'Afrique du Sud. Il rÃ©pÃ¨te qu'il a toujours voulu rembourser. Mais en fait il n'a jamais voulu payer", a dÃ©clarÃ© Ã Reuters le dirigeant de l'Alliance dÃ©mocratique, Mmusi Maimane. Le CongrÃ¨s national africain (ANC), la formation politique de Jacob Zuma, a accusÃ© l'opposition de se servir de cette affaire pour tenter de faire Ã©clater le parti au pouvoir.